

## **AVERTISSEMENT**

***Vous trouverez ci-dessous***

***la version française de ce mandat***

***suivie de la version anglaise***



COMMISSION EUROPÉENNE  
DIRECTION GÉNÉRALE III  
INDUSTRIE  
AFFAIRES INDUSTRIELLES II -  
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT  
**Construction**

## CONSTRUCT 98/303 rév1

Bruxelles, le 8 février 1999

**Comité "Normes et  
Règles Techniques"**  
**Doc. 17/99 – FR**

MANDAT DONNÉ AU CEN/CENELEC  
POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE NORMALISATION  
VISANT À ÉTABLIR DES NORMES HARMONISÉES POUR LES

### APPAREILS DE CHAUFFAGE

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES :

**16/33 Chauffe-eau**

**19/33 Fourniture d'eau chaude et d'eau froide**

**23/33 Chauffage, refroidissement et conditionnement d'air**

### AVANT-PROPOS

*Ce mandat est donné par la Commission au CEN/CENELEC dans le cadre de la Directive du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction (89/106/CEE), ci-après dénommée la "directive" ou la "DPC".*

*L'un des buts de la directive est d'éliminer les barrières techniques aux échanges dans le domaine de la construction, dans la mesure où elles ne peuvent l'être par la reconnaissance mutuelle de l'équivalence entre tous les États membres. Ainsi, au moins dans une première phase, les mandats de normalisation se rapporteront aux produits de construction susceptibles de faire l'objet d'entraves techniques aux échanges.*

*Le présent mandat est destiné à élaborer des dispositions en vue de l'établissement de normes européennes harmonisées de qualité afin, d'une part, de "rapprocher" les éventuelles dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales (ci-après dénommées "réglementations") et, de l'autre, de faire en sorte que les produits conformes à ces normes soient réputés aptes à l'utilisation à laquelle ils sont destinés, comme le stipule la directive.*

*A cet effet, le mandat prend en compte les principes de base régissant les réglementations des États membres, en particulier ceux décrits aux chapitres 3 et 4.2 des documents interprétatifs, auxquels les normalisateurs doivent se référer. Conformément aux termes de la directive, la responsabilité que les États membres assument sur leur territoire en ce qui concerne les ouvrages de construction reste entière.*

*Afin de répondre aux dispositions de l'article 7, paragraphe 1 de la directive, le présent mandat a été structuré comme suit :*

*Chapitre I : Bases. Conditions générales dans le cadre de la directive.*

*Chapitre II : Exécution du mandat. Conditions relatives à la planification, au développement et à la mise en œuvre du travail de normalisation.*

*Chapitre III : Normes harmonisées. Conditions relatives au contenu et à la présentation des normes harmonisées.*

## **CHAPITRE I : BASES**

1. Le présent mandat s'inscrit dans le cadre de la politique générale suivie par la Commission en matière d'harmonisation technique et de normalisation, ainsi que dans le champ d'application de la Directive. Il remplace tout mandat antérieur concernant les mêmes produits, confié dans le passé par la Commission à titre provisoire.
2. Ce mandat est basé sur l'article 7 de la directive et tient compte des documents interprétatifs<sup>1</sup> qui servent de référence à l'établissement des normes harmonisées (voir l'article 12 de la directive). Il sert à assurer la qualité des normes harmonisées pour les produits, toujours en référence à l'état de l'art, en se rapportant plus particulièrement à l'aptitude des produits énumérés à l'annexe 1, destinés à être utilisés dans **les chauffe-eau, la fourniture d'eau chaude et d'eau froide et le chauffage, le refroidissement et le conditionnement d'air**, ce qui permet aux ouvrages de satisfaire aux exigences essentielles établies à l'annexe 1 de la directive, pour autant qu'il existe des entraves aux échanges desdits produits et que ceux-ci entrent dans le champ d'application de l'article 2, paragraphe 1, de la directive.
3. Les niveaux ou classes d'exigences des ouvrages relèvent de la responsabilité des États membres et ne sont pas couverts par le présent mandat. En conséquence, ils ne seront pas définis dans la norme harmonisée.
4. Quant aux niveaux ou classes d'exigences pour les produits, ils sont déterminés soit dans les documents interprétatifs, soit selon la procédure prévue à l'article 20, paragraphe 2, de la directive. Dans l'un ou l'autre cas, lorsque les niveaux d'exigences sont déterminés pour les produits, l'orientation est donnée à l'annexe 3 du présent mandat. Cela n'est pas le cas pour les classes de convenance, qui sont des classes de performances des produits, développées dans l'intérêt des spécificateurs, des fabricants et des acheteurs. Lesdites classes ne sont pas couvertes par le présent mandat et ne devront pas figurer dans la norme harmonisée. Néanmoins, les résultats de la détermination des caractéristiques des produits peuvent être exprimés en utilisant les classes de convenance figurant dans d'autres normes européennes. Les articles 3, paragraphe 2 et 6, paragraphe 3 de la directive ne s'appliquent pas à ces classes.
5. Les normes harmonisées découlant de ce mandat doivent permettre aux produits d'y satisfaire, même lorsque les performances ne doivent pas être déterminées pour une caractéristique donnée parce qu'au moins un État membre n'impose pas d'obligation légale pour cette caractéristique. Aucune déclaration de performance de cette caractéristique ne doit donc être imposée au fabricant s'il ne souhaite pas la déclarer.
6. L'annexe 4 énonce les documents qui doivent être pris en compte pour informer les normalisateurs et les fabricants de la législation nationale et harmonisée sur les substances classées comme dangereuses.

---

<sup>1</sup> JO C 62 du 28.02.1994.

## CHAPITRE II : EXÉCUTION DU MANDAT

1. Le CEN/CENELEC soumettra une proposition détaillée de programme de travail à la Commission à la fin de **(trois mois après approbation par le comité institué par la directive 83/189)** au plus tard.
2. Ce programme comportera la liste des normes harmonisées à élaborer. Pour chaque norme harmonisée, les éléments suivants seront énoncés :
  - indiquer le(s) nom(s) du(des) produit(s) à couvrir,
  - définir les caractéristiques, les aspects de durabilité, les utilisations prévues et les formes et matériaux à couvrir (conformément aux annexes 1, 2 et 3 de ce mandat),
  - joindre la liste des documents de référence (par exemple, informations sur les méthodes d'essai, ...),
  - justifier le calendrier prévu et
  - désigner le Comité technique responsable du travail.
3. Une distinction doit être clairement opérée entre l'élément qui va devenir la norme harmonisée du produit et les éléments servant de documents de référence.
4. Lorsqu'une norme d'essai n'existe pas pour tester une caractéristique ou qu'elle n'est pas prévue dans le programme de travail du comité technique, une déclaration doit être faite afin d'indiquer si le CEN est capable d'en élaborer une ou non.
5. Toute proposition d'ajout de produits, d'utilisations et de matériaux ou de formes non prévus dans le mandat, mais jugés nécessaires par le comité technique, doit être soumise pour examen aux services de la Commission, indépendamment du programme de travail. Les normes préparées pour les produits non couverts par ce mandat n'auront pas le statut de normes harmonisées. Outre les dispositions de l'article 4 paragraphe 1 de la directive, il convient de tenir compte du fait que tous les produits couverts par le mandat répondent à un système d'attestation de conformité conforme à la décision pertinente de la Commission, ce qui n'est pas le cas des produits non couverts.
6. Toute proposition en vue de l'ajout de caractéristiques et d'aspects de durabilité non prévus dans le mandat, mais jugés nécessaires par le comité technique, doit être présentée dans un chapitre distinct du programme de travail et sera étudiée par les services de la Commission.
7. Lorsque l'annexe 3 du présent mandat prévoit un système de classification des performances du produit, le CEN/CENELEC est invité à élaborer une proposition adéquate en vue de sa mise en œuvre.
8. Les comités techniques du CEN doivent apporter une réponse technique à la détermination des caractéristiques du mandat, en tenant compte des conditions énoncées ci-dessous. Les méthodes d'essai suggérées doivent être directement liées aux caractéristiques pertinentes requises et ne doivent pas faire référence aux méthodes de détermination des caractéristiques non couvertes par le mandat. Les exigences de durabilité doivent être traitées dans le cadre de l'état de l'art actuel.
9. La référence aux méthodes d'essai et de calcul doit être conforme à l'harmonisation recherchée. En règle générale, une seule méthode doit être mentionnée pour la détermination de chaque caractéristique, pour un produit donné ou une famille de produits.

Toutefois, si plus d'une méthode est mentionnée, pour des raisons valables, pour un produit ou une famille de produits, en vue de la détermination de la même caractéristique, la situation doit

le justifier. Dans ce cas, toutes les méthodes mentionnées doivent être reliées par la conjonction "ou" et une indication de l'application doit être donnée.

Dans tous les autres cas, deux ou plusieurs méthodes d'essai ou de calcul peuvent être acceptées pour la détermination d'une caractéristique si et seulement si une corrélation existe ou peut être établie entre elles. La norme harmonisée pertinente doit alors en désigner une comme méthode de référence.

Les méthodes d'essai et/ou de calcul doivent, chaque fois que possible, avoir un caractère horizontal et couvrir la gamme de produits la plus large possible.

1. Dans le cadre du programme de travail, le CEN/CENELEC précisera les cas où l'approche fondée sur les performances n'est pas suivie par la norme harmonisée et le justifiera.
2. Après examen du programme de travail et après consultation du CEN/CENELEC, les services de la Commission approuveront le calendrier et la liste de normes ou parties de normes qui satisfont aux termes du présent mandat et qui seront reconnues comme normes harmonisées ou de référence.
3. La portée du présent mandat peut faire l'objet de modification ou d'ajout, le cas échéant. L'acceptation du programme de travail par la Commission n'implique pas l'acceptation de tous les éléments mentionnés comme normes de référence. Les comités techniques devront démontrer le lien direct entre ces éléments et la nécessité d'harmonisation des produits, des utilisations prévues et des caractéristiques reprises dans le mandat. Par ailleurs, l'acceptation de ce programme n'exclut pas la possibilité que le CEN ajoute de nouveaux éléments afin de respecter pleinement les termes du mandat.
4. Les représentants des autorités responsables des réglementations nationales pourront participer aux activités du CEN/CENELEC par l'intermédiaire de leurs délégations nationales et pourront exposer leurs points de vue à tous les stades du processus d'élaboration des normes harmonisées.
5. La Commission peut participer aux travaux de normalisation à titre d'observateur et a le droit de recevoir tous les documents pertinents.
6. Le CEN/CENELEC informera immédiatement la Commission de tout problème lié à l'exécution du mandat et présentera un rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux réalisés dans le cadre du mandat.
7. Le rapport sur l'état d'avancement comportera une description des travaux effectués et indiquera les difficultés politiques ou techniques rencontrées, en particulier celles susceptibles de conduire les autorités d'un État membre à formuler des objections ou à recourir à l'article 5 paragraphe 1 de la directive.
8. Le rapport sur l'état d'avancement sera accompagné des derniers projets de chaque norme visée par le mandat et des derniers rapports sur les travaux donnés en sous-traitance.
9. L'acceptation de ce mandat par le CEN/CENELEC ouvre la procédure du statu quo visé à l'article 7 de la directive du Conseil 83/189/CEE, du 28 mars 1983, modifiée par la directive du Conseil 88/182/CEE du 22 mars 1988 et par la directive du Parlement européen et du Conseil 94/10/CE du 23 mars 1994.
10. L'acceptation de ce mandat par le CEN/CENELEC ne peut avoir lieu qu'après l'acceptation du programme de travail par les services de la Commission.
11. Le CEN/CENELEC développera les projets de normes européennes harmonisées et des normes d'accompagnement pertinentes sur la base du programme de travail et informera la Commission en temps utile que le projet a été diffusé pour discussion publique.

12. Le CEN/CENELEC présentera les projets finaux des normes européennes harmonisées et des normes d'accompagnement pertinentes aux services de la Commission pour confirmation de leur conformité au présent mandat selon le calendrier convenu entre le CEN/CENELEC et la Commission, dont il est fait mention au point II.2.d).
13. Les membres du CEN/CENELEC publieront les normes de transposition des normes européennes harmonisées au plus tard six mois après le vote positif du CEN/CENELEC. Les normes nationales ayant la même portée resteront applicables jusqu'à la date convenue entre le CEN/CENELEC et la Commission, conformément au point II.2.d).

### **CHAPITRE III : NORMES HARMONISÉES**

1. Des normes harmonisées doivent être élaborées afin de permettre aux produits énumérés aux annexes 1 et 2 de démontrer leur aptitude à satisfaire les exigences essentielles. L'un des objectifs de la directive étant d'éliminer les barrières aux échanges, les normes découlant de celle-ci seront exprimées, dans la mesure du possible, en termes de performances des produits (article 7, paragraphe 2 de la directive), compte tenu des documents interprétatifs.
2. La norme harmonisée contiendra :
  - la portée et le champ d'application détaillés;
  - une description détaillée du produit concerné ou de la famille de produits visée et les utilisations prévues pertinentes des différents produits;
  - la définition des caractéristiques des produits énumérés à l'annexe 2 du mandat (exprimées en termes de performances, dans la mesure du possible) permettant de satisfaire aux exigences essentielles;
  - les méthodes (calcul, méthodes d'essai ou autres) ou la référence à une norme contenant les méthodes de détermination de ces caractéristiques;
  - une indication sur les caractéristiques à mentionner dans l'étiquetage qui accompagnera la marque CE (selon l'utilisation prévue du produit) et sur la manière d'exprimer les valeurs déterminées de ces caractéristiques;
  - le système de classification et les niveaux correspondants aux valeurs des caractéristiques susmentionnées, si le mandat le requiert;
  - le système d'attestation de conformité demandé à l'annexe 3 du mandat et les dispositions spécifiques correspondantes d'évaluation de la conformité.
3. Un niveau minimal ou maximal d'une caractéristique donnée que doit présenter un produit ou une famille de produits ne peut être précisé dans la norme harmonisée que si un accord entre les États membres, exprimé par un vote positif selon la procédure de l'article 20, l'exige.
4. Dans la mesure du possible, chaque norme fera référence à des performances communes à d'autres normes élaborées dans le cadre du mandat et formant un ensemble cohérent et compatible de normes harmonisées européennes développées en parallèle. Le CEN/CENELEC veillera à la cohérence de l'ensemble de ces normes.
5. Un producteur qui ne souhaite pas répondre à une norme européenne non couverte par le mandat pourra apposer la marque CE sur ses produits en faisant référence uniquement à la norme

harmonisée pertinente. Par ailleurs, si une norme non couverte par le mandat concerne l'ensemble du contenu de la norme harmonisée, la conformité à la première supposera la conformité à la norme harmonisée et permettra l'apposition de la marque CE.

Dans ce dernier cas, un système adéquat doit être prévu dans la norme européenne afin de distinguer clairement le contenu se rapportant à la directive du reste de la norme.

1. Les normes harmonisées doivent permettre de poursuivre la mise sur le marché des produits de construction grâce auxquels les ouvrages répondent aux exigences essentielles et sont fabriqués et utilisés légalement conformément aux traditions techniques garanties par les conditions climatiques locales et autres.
2. Les exigences essentielles étant exprimées en termes de performances des ouvrages, les caractéristiques des produits doivent également être exprimées en termes de performances de sorte qu'en parlant des normes harmonisées européennes, les réglementations puissent être rapprochées en termes "d'exigences de performance". Dans la mesure du possible et selon l'utilisation prévue mentionnée dans les annexes de ce mandat, la norme comprendra une définition de la durabilité en termes de performance des valeurs déclarées des caractéristiques du produit, ainsi que les méthodes appropriées pour son évaluation par rapport aux actions énumérées à l'annexe 2. Lorsque la durabilité est exprimée en termes de classe de temps, les articles 3, paragraphe 2 et 6, paragraphe 3 de la directive ne s'appliquent pas.
3. Les procédures d'attestation de conformité prévues à l'article 13, paragraphe 3 et à l'annexe III de la directive sont énumérées à l'annexe 3. Aux fins de l'établissement des dispositions spécifiques correspondantes d'évaluation de la conformité, la norme harmonisée devra tenir compte :
  - des différentes utilisations prévues pour le produit et mentionnées dans les annexes de ce mandat et, le cas échéant, des différents niveaux ou classes de performance;
  - des cas de fabrication à la pièce (et non pas en série) visés à l'article 13 paragraphe 5 de la directive;
  - des recommandations du paragraphe 3 de l'annexe 3.
4. L'étiquette accompagnant la marque CE devra énumérer toutes les caractéristiques à déclarer selon les utilisations prévues déclarées et reprises dans les annexes de ce mandat. Afin de tenir compte des réglementations existantes des produits lorsque les performances d'une ou plusieurs caractéristiques ne sont pas exigées, l'étiquette doit également permettre au fabricant d'apposer la mention "pas de performance déterminée" pour ces caractéristiques.

## ANNEXE 1

### CHAMP D'APPLICATION

#### APPAREILS DE CHAUFFAGE

#### DESTINÉS À ÊTRE UTILISÉS DANS :

16/33 les chauffe-eau

19/33 la fourniture d'eau chaude et d'eau froide

23/33 le chauffage, le refroidissement et le conditionnement d'air

FORME	MATÉRIAUX	PRODUITS
Composants	Métaux (par ex. acier, aluminium, cuivre, fonte), plastiques	<b>Appareils de chauffage sans source d'énergie interne<sup>2</sup></b> (par ex. radiateurs, convecteurs, appareils de chauffage par air chaud y compris les ventilo-convecteurs, plinthes chauffantes, panneaux chauffants à fixer au plafond et autres émetteurs de calories statiques, systèmes pour murs et planchers chauffants)
Composants	Par ex. métaux, verre, pierres naturelles, céramiques, isolation thermique, mortier, briques, vermiculite, matériaux réfractaires, plastiques, bois	<b>Appareils de chauffage à combustibles solides ou liquides<sup>3</sup></b> (par ex. poêles à mazout raccordés à la cheminée, cuisinières de ménage, appareils de chauffage d'appoint, poêles pour foyers, appareils de chauffage encastrables, appareils de chauffage de saunas)

---

<sup>2</sup> Les appareils de chauffage électriques sont couverts par la directive 73/23/CEE et ne sont dès lors pas inclus dans le présent mandat.

<sup>3</sup> Les appareils à combustibles gazeux sont couverts par la directive 90/396/CEE et ne sont dès lors pas inclus dans le présent mandat. Les exigences de performance applicables aux chauffe-eau neufs alimentés en combustibles liquides ou gazeux sont couvertes par la directive 92/42/CEE et ne sont par conséquent pas reprises dans le présent mandat. Les appareils destinés à être utilisés dans des procédés industriels mis en œuvre dans des locaux industriels sont exclus de ce mandat. Les appareils fonctionnant à l'électricité sont également exclus du présent mandat.



## ANNEXE 2

### CADRE TECHNIQUE DE RÉFÉRENCE

**Note :** toutes les caractéristiques énumérées dans les tableaux ci-dessous ne conviendront pas à tous les produits d'une famille ou sous-famille donnée. Le CEN/CENELEC devra choisir dans l'ensemble complet présenté le sous-ensemble de caractéristiques applicable à un produit donné.

#### APPAREILS DE CHAUFFAGE

##### DESTINÉS À ÊTRE UTILISÉS DANS :

16/33 les chauffe-eau ; 19/33 la fourniture d'eau chaude et d'eau froide ; 23/33 le chauffage, le refroidissement et le conditionnement d'air

##### FAMILLE ET SOUS-FAMILLES

#### APPAREILS DE CHAUFFAGE

Avec ou sans source d'énergie interne. Le mandat est destiné à couvrir les appareils de chauffage utilisés pour le chauffage des locaux dans lesquels ils sont installés, mais pas les chaudières (sources) et les réservoirs de stockage d'eau chaude utilisés dans les systèmes de chauffage. Toutefois, la source et l'émetteur de chaleur sont parfois combinés dans un seul produit. Si les combustibles utilisés dans ces produits combinés sont solides ou liquides, ils sont couverts par le mandat. Les appareils de chauffage à combustibles gazeux ou fonctionnant à l'électricité sont couverts par d'autres directives et ne sont pas traités dans le présent document.

##### Sous-famille

#### 1) APPAREILS DE CHAUFFAGE SANS SOURCE D'ÉNERGIE INTERNE

Radiateurs, convecteurs, appareils de chauffage par air chaud y compris les ventilo-convecteurs, plinthes chauffantes, panneaux chauffants à fixer au plafond et autres émetteurs de calories statiques, systèmes pour murs et planchers chauffants.

La norme harmonisée devra couvrir les caractéristiques suivantes :

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	DURABILITÉ
1		<b>O</b> <i>(contre ... , le cas échéant)</i>
2	Réaction au feu	
3	Dégagement de substances dangereuses*	
4	Étanchéité à la pression Température de surface Sécurité électrique** Résistance à la pression	
5	Niveau sonore	
6	Rendement thermique nominal Rendement thermique dans des conditions de service différentes ( <i>courbe caractéristique</i> )	

\* En particulier le dégagement des substances dangereuses visées dans la directive 76/769/CEE du Conseil telle que modifiée.

\*\* Couverte par la directive basse tension (73/23/CEE)

### Sous-famille

## 2) APPAREILS DE CHAUFFAGE À COMBUSTIBLE SOLIDES OU LIQUIDES

Poêles à mazout raccordés à la cheminée, cuisinières de ménage, appareils de chauffage d'appoint, poêles pour foyers, appareils de chauffage encastrables, appareils de chauffage de saunas, ...

Ces appareils de chauffage sont essentiellement conçus pour chauffer les locaux dans lesquels ils sont installés et parfois, accessoirement, pour fournir de l'eau chaude pour le chauffage central et de l'eau chaude sanitaire ou de l'air chaud.

La norme harmonisée devra couvrir les caractéristiques<sup>4</sup> suivantes :

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	DURABILITÉ
1		<p style="text-align: center;"><b>O</b></p> <p style="text-align: center;">(contre ... , le cas échéant)</p>
2	Protection contre l'incendie ( <i>par ex. déclenchement, risque pour les éléments voisins, ....., le cas échéant</i> )	
3	Émission de produits de combustion Dégagement de substances dangereuses*	
4	Température de surface ( <i>à l'exception des surfaces ou parties associées à la transmission de chaleur</i> ) Sécurité électrique** Facilité de nettoyage Pression de service maximale ( <i>pour les appareils équipés d'une chaudière</i> ) Température des gaz de combustion Résistance mécanique ( <i>pour supporter une cheminée/un conduit</i> )	
5	Niveau sonore	
6	Rendement thermique Rendement énergétique*** Capacité d'accumulation thermique ( <i>inertie thermique</i> )	

\* En particulier le dégagement des substances dangereuses visées dans la directive 76/769/CEE du Conseil telle que modifiée.

\*\* Couverte par la directive basse tension (73/23/CEE)

\*\*\* Uniquement lorsque ce point n'est pas déjà couvert par la directive 92/42/CEE

<sup>4</sup> Pour les appareils raccordés à la cheminée, il est demandé au CEN de tenir compte des caractéristiques visées dans le mandat concernant les "Cheminées, conduits et produits spécifiques".

## ANNEXE 3

### ATTESTATION DE CONFORMITÉ

*Note : pour les produits destinés à plus d'un des usages indiqués dans les familles ci-dessous, les tâches assignées à l'organisme agréé en vertu des systèmes correspondants d'attestation de la conformité sont cumulatives.*

<b>Famille de produits : APPAREILS DE CHAUFFAGE (1/2)</b>
---

#### **1. Niveaux et classes de performances du produit**

- 1.1 En vertu de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 89/106/CEE ainsi que de la clause 1.2.1 des DI, une classification des performances des produits a été définie comme moyen d'exprimer l'échelle des niveaux d'exigence des ouvrages en ce qui concerne la **réaction au feu** .

Pour la réaction au feu, le CEN/CENELEC est invité à suivre les recommandations de la décision 94/611/CE de la Commission [JO L 241 de septembre 1994] et à faire référence à la norme ou aux normes à élaborer dans le cadre du mandat de la Commission "Complément horizontal aux mandats relatifs à la réaction au feu", lorsqu'il aborde la réaction au feu dans les normes harmonisées spécifiques à élaborer au titre du présent mandat.

- 1.2 La réaction au feu est un risque pour lequel, à l'heure actuelle, un système de classification des produits s'avère nécessaire.

De nouveaux besoins pourraient être définis sur la base de différences indiquées à l'article 3, paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE, justifiées en vertu de la législation communautaire (clause 1.2.1 des DI).

Lorsque, pour de tels besoins, il est admis qu'une classification des performances des produits permet d'exprimer l'échelle des niveaux d'exigence des ouvrages, la Commission donnera les indications appropriées ou demandera au CEN de présenter une proposition convenable, moyennant une modification du présent mandat.

#### **2. Systèmes d'attestation de conformité**

- 2.1 Pour les produits et usages prévus ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier les systèmes d'attestation de conformité suivants dans les normes harmonisées pertinentes :

Produits	Usages prévus	Niveau/x ou classe(s)	Système(s) d'attestation de conformité
Appareils de chauffage sans source d'énergie interne	dans les bâtiments	-	3
Appareils de chauffage à combustibles solides et liquides			
Système 3 : voir l'annexe III.2.(ii) de la directive 89/106/CEE, deuxième possibilité			

### 3. Conditions à appliquer par le CEN aux spécifications du système d'attestation de conformité

- 3.1 Les spécifications du système doivent être telles que le système puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer la performance d'un produit pour une caractéristique donnée en raison de l'absence d'exigence légale dans ce domaine dans au moins un État membre [voir le cas où "aucune performance n'est déterminée", paragraphe 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la vérification de cette caractéristique ne peut pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performance du produit dans ce domaine.
- 3.2 Pour l'essai de type initial du produit [voir l'annexe III.1.a) de la directive 89/106/CEE] concernant les produits soumis aux systèmes 1, 1+ et 3, la tâche de l'organisme agréé se limitera aux caractéristiques suivantes :

#### *Appareils de chauffage sans source d'énergie interne*

- Dégagement de substances dangereuses
- Étanchéité à la pression
- Résistance à la pression
- Température de surface
- Rendement thermique nominal
- Rendement thermique dans des conditions de service différentes

#### *Appareils de chauffage à combustibles solides et liquides*

- Protection contre l'incendie
- Émission sans danger des particules de combustion
- Dégagement de substances dangereuses
- Température de surface
- Rendement thermique
- Rendement énergétique

## 1. Niveaux et classes de performances du produit

1.1 [voir texte concernant la famille (1/2)]

1.2 [voir texte concernant la famille (1/2)]

## 2. Systèmes d'attestation de conformité

Pour les produits et les usages prévus ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier les systèmes d'attestation de conformité suivants dans les normes harmonisées pertinentes :

Produits	Systèmes d'attestation de conformité	Niveaux ou classes (réaction au feu)	Systèmes d'attestation de conformité
Appareils de chauffage sans source d'énergie interne	usages soumis aux règlements relatifs à la réaction au feu	A <sup>*</sup> , B <sup>*</sup> , C <sup>*</sup> -----	1 -----
Appareils de chauffage à combustibles solides ou liquides		A <sup>**</sup> , B <sup>**</sup> , C <sup>**</sup> -----	3 -----
		A <sup>***</sup> , D, E, F	4
Système 1 : voir l'annexe III.2.(i) de la directive 89/106/CEE, sans essai par sondage sur échantillons Système 3 : voir l'annexe III.2.(ii) de la directive 89/106/CEE, deuxième possibilité Système 4 : voir l'annexe III.2.(ii) de la directive 89/106/CEE, troisième possibilité			

\* Matériaux dont la réaction au feu est susceptible d'être modifiée au cours de processus de production (en général en raison d'une transformation chimique, comme dans le cas des produits ignifuges ou d'un changement de composition).

\*\* Matériaux dont la réaction au feu n'est pas susceptible d'être modifiée au cours de processus de production.

\*\*\* Matériaux appartenant à la classe A, dont conformément à la décision 96/603/CEE la réaction au feu ne doit pas être éprouvée.

## 3. Conditions à appliquer par le CEN aux spécifications du système d'attestation de conformité

3.1 Les spécifications du système doivent être telles que le système puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer la performance d'un produit pour une caractéristique donnée en raison de l'absence d'exigence légale dans ce domaine dans au moins un État membre [voir le cas où "aucune performance n'est déterminée", paragraphe 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la vérification de cette caractéristique ne peut pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performance du produit dans ce domaine.

3.2 Pour l'essai de type initial du produit [voir l'annexe III.1.a) de la directive 89/106/CEE] concernant les produits soumis aux systèmes 1, 1+ et 3, la tâche de l'organisme agréé se limitera aux caractéristiques suivantes :

**Caractéristiques Euroclasses pour la réaction au feu** figurant dans la décision 94/611/CE de la Commission

- 3.3 Pour les produits relevant du système 1, en ce qui concerne l'inspection initiale de l'usine et du contrôle de la production en usine [voir Annexe III.1.f) de la directive 89/106/CEE] et la surveillance, l'évaluation et l'approbation permanentes de ce contrôle [voir Annexe III.1.g) de la directive 89/106/CEE], l'organisme agréé couvrira les paramètres relatifs aux caractéristiques suivantes, le cas échéant :

**Caractéristiques Euroclasses pour la réaction au feu** figurant dans la décision 94/611/CE de la Commission

- 3.4 Pour l'essai de type initial du produit [voir l'annexe III.1.a) de la directive 89/106/CEE] concernant les produits soumis au système 3, la tâche de l'organisme agréé se limitera aux caractéristiques suivantes:

**Caractéristiques Euroclasses pour la réaction au feu** figurant dans la décision 94/611/CE de la Commission

ANNEXE 4  
**SUBSTANCES DANGEREUSES**

<b>APPAREILS DE CHAUFFAGE</b>
-------------------------------

Des spécifications techniques européennes tenant compte de la législation relative aux substances classées comme dangereuses doivent être adoptées.

Ceci ressort de la note introductive des six Documents interprétatifs, qui précise que :

*"En ce qui concerne les substances dangereuses contenues dans des produits de construction, les classes et/ou niveaux de performances auxquels les spécifications techniques feront référence permettront de garantir les niveaux de protection nécessaires aux ouvrages, compte tenu de l'objet de l'ouvrage."*

En outre, en dehors du champ d'application de la directive, les auteurs de spécifications techniques doivent tenir compte de la législation relative aux matériaux utilisés dans les produits de construction et réglementés pour des raisons indépendantes de l'incorporation des produits de construction dans l'ouvrage.

Afin de permettre aux auteurs de spécifications techniques de tenir compte de la législation correspondante, les services de la Commission ont élaboré un document de travail (CONSTRUCT 95/148, Rév.1 du 4 janvier 1996). Les auteurs de spécifications techniques sont invités à s'en servir comme d'un guide, mais doivent également prendre en considération toute autre substance pertinente ou dangereuse qui n'apparaîtrait pas encore dans ledit document de travail.

# MANDATE M/129

[CReatE](#)

MANDATE TO CEN/CENELEC

CONCERNING THE EXECUTION OF STANDARDISATION WORK

FOR HARMONIZED STANDARDS ON

---

## SPACE HEATING APPLIANCES

RELATED TO THE FOLLOWING END USES :

16/33 Waterheaters

19/33 Supply of hot and cold water

23/33 Space heating, cooling and air-conditioning

[Top](#)

*In order to fulfill the provisions of article 7.1 of the CPD the present mandate has been structured in the following way:*

### Foreword

**Chapter I : Grounds. General conditions within the framework of the CPD.**

**Chapter II : Execution of the mandate. Conditions regarding the programming, development and execution of the standardisation work.**

**Chapter III : Harmonised standards. Conditions regarding the content and the presentation of the harmonised standards.**

**Annex 1**

**Annex 2**

**Annex 3**

**Annex 4**

---

## FOREWORD

[Top](#)

*This mandate is issued by the Commission to CEN/CENELEC within the context of the Council Directive of 21 December, 1988 on the approximation of laws, regulations and administrative provisions of the Member States relating to construction products (89/106/EEC), hereafter referred to as "the Directive" or "the CPD".*

*One of the aims of the Directive being the removal of technical barriers to trade in the construction field, in so far as they cannot be removed by means of mutual recognition among Member States, it seems appropriate that standardisation mandates cover, at least during a first phase of the mandating programme, construction products likely to be subject to technical barriers to trade.*



*This mandate is intended to lay down provisions for the development and the quality of harmonised European standards in order, on the one hand, to make "approximation" of national laws, regulations and administrative provisions (hereafter referred to as "regulations") possible and, on the other hand, to allow products conforming to them to be presumed to be fit for their intended use, as defined in the Directive.*

*In this respect, this mandate takes account of the basic principles prevailing in the regulations of Member States, particularly those described in chapters 3 and 4.2 of the Interpretative documents, to which standardisers must refer. As stated by the Directive, the responsibility Member States have for construction works on their territory remains unchanged.*

*In order to fulfil the provisions of article 7.1 of the CPD the present mandate has been structured in the following way:*

*Chapter I Grounds. General conditions within the framework of the CPD.*

*Chapter II Execution of the mandate. Conditions regarding the programming, development and execution of the standardisation work.*

*Chapter III Harmonised standards. Conditions regarding the content and the presentation of the harmonised standards.*

---

# CHAPTER I

## GROUND

[Top](#)

This mandate falls within the framework of the general policy of the Commission with respect to technical harmonisation and standardisation, as well as within the scope of the Directive. It replaces any previous mandate on the same products formerly issued on a provisional base by the Commission.

This mandate is based on article 7 of the Directive and has taken into consideration the Interpretative Documents that serve as reference for the establishment of the harmonised standards (see article 12 of the Directive). It serves to ensure the quality of the harmonised standards for products, always with reference to the state of the art, with particular reference to the fitness of the products listed in [annex 1](#) intended to be used in **WATERHEATERS, SUPPLY OF HOT AND COLD WATER, SPACE HEATING, COOLING AND AIR CONDITIONING**, enabling the works to satisfy the essential requirements set out in annex 1 of the Directive, provided that barriers to trade in these products exist and that the products fall within the scope of article 2.1 of the Directive;

Levels or classes of requirements for the works are under the responsibility of Member States and are not covered by the present mandate. As a consequence, they are not expected to be defined in the harmonised standard.

Levels or classes of requirements for the products may be determined either in the Interpretative Documents or according to the procedure provided for in article 20 (2) of the Directive. In either case, where levels or classes of requirements for products are determined, guidance is given in [Annex 3](#) to this mandate. This is not the case for classes of convenience, which are classes of product performances developed as a means of convenience for specifiers, manufacturers and purchasers. Such classes of convenience are not covered by the present mandate and should not be defined within the harmonised standard. Nevertheless, the results of the determination of the product characteristics may be expressed using classes of convenience introduced by European standards. Articles 3.2 and 6.3 of CPD do not apply to such classes.

The harmonised standards resulting from this mandate must allow for products to comply with them even where performance does not need to be determined for a certain characteristic because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic. Declaration of performance for such a characteristic, in this case, must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare it.

Indications regarding the documents which should be taken into account to inform standardisers and manufacturers on

national and harmonised legislation on substances classified as dangerous are given in [Annex 4](#).

---

## CHAPTER II

### EXECUTION OF THE MANDATE

[Top](#)

1. CEN/CENELEC will present the Commission with a detailed work programme, at the latest, three months after approval of 83/189 Committee.

2. The work programme should identify clearly the list of harmonised standards to be developed. For each harmonised standard it should :

indicate the name(s) of the product(s) to be covered;

define the characteristics, durability aspects, intended uses and the forms and materials to be covered (in accordance with [Annexes 1, 2 and 3](#) of this mandate);

attach the list of supporting documents (e.g. work items on test methods, ...);

justify the timetable foreseen for its finalisation; and

identify the Technical Committee(s) responsible for the work.

3. Clear differentiation should be made between the item to become the harmonised standard for the product and the items to be used as supporting documents.

4. When a supporting test standard for one characteristic does not exist or is not in the work programme of the TC, a clear statement should be presented indicating whether CEN is able to produce one or not.

5. Any proposals for the addition of products, intended uses and materials and forms not included in the mandate but considered relevant by the TC should be presented separately from the work programme for further analysis by the Commission services. Standards prepared for products outside this mandate will not achieve the status of harmonised standards. In addition to the provisions of article 4.1 of the CPD, it must be taken into account that all the products included in the mandate have a system of attestation of conformity in accordance with the relevant Decision of the Commission; those products not included have not.

6. Any proposal for the addition of characteristics and durability aspects not included in the mandate but considered relevant by the TC should be proposed in a special chapter of the work programme for further analysis by the Commission services.

7. Where a classification system of the product performances is envisaged in [Annex 3](#) of the present mandate, CEN/CENELEC are requested to make an appropriate proposal for its implementation.

8. CEN/TCs must give a technical answer for the determination of the characteristics of the mandate taking into account the conditions stated below; test methods suggested must be directly related to the relevant required characteristic and must not make reference to determination methods for characteristics not required by the mandate. Durability requirements should be dealt with in the framework provided by the state of the art at present.

9. Reference to test/calculation methods must be in accordance with the harmonisation aimed at. In general, only one method should be referred to for the determination of each characteristic, for a given product or family of products.

If, however, for a product or family of products because of justifiable reasons, more than one method is to be referred to for the determination of the same characteristic, the situation must be justified. In this case all referenced methods should be linked by the conjunction "or" and an indication of application should be given.

In any other case, two or more test/calculation methods for the determination of one characteristic can be accepted only if a correlation between them exists or can be developed. The relevant harmonised product standard must then select one of them as the method of reference.

Testing and/or calculation methods shall have, whenever possible, a horizontal character covering the widest possible range of products

Within the work programme, CEN/CENELEC will also specify those cases where the performance-based approach will not be followed in the harmonised standard and will give the relevant justification.

After examination of the work programme and consultations with CEN/CENELEC, the Commission services will endorse the timetable and the list of standards or parts of standards, which meet the terms of this mandate and which will be recognised as harmonised or supporting standards.

The terms of reference of this mandate may be subject to modification or addition, if necessary. Acceptance of the work programme by the Commission services does not imply acceptance of all the WIs listed as supporting standards. TCs will need to demonstrate the direct link between WIs and the needs for harmonisation of the products, intended uses and characteristics given in the mandate. Nor does acceptance exclude the possibility for further WIs to be added by CEN, in order to fully respond to the terms of the mandate

Representatives of the authorities responsible for national regulations have the right and shall be able to participate in the activities of CEN/CENELEC through their national delegations and to present their points of view at all stages of the drafting process of the harmonised standards.

The Commission may participate in standardisation activities as observer and has the right to receive all relevant documents.

CEN/CENELEC will immediately inform the Commission of any problem relating to the carrying out of the mandate and will present an annual progress report on work within the framework of the mandate.

The progress report will include a description of work carried out and information on any difficulties being met, whether political or technical, with particular reference to those that might lead the authorities of a Member State to raise objections or to resort to article 5.1 of the Directive.

The progress report will be accompanied by the latest drafts of each standard under the mandate and by updated reports on any subcontracted work.

Acceptance of this mandate by CEN/CENELEC will initiate the standstill procedure referred to in article 7 of Council Directive 83/189/EEC of 28 March 1983 modified by Council Directive 88/182/EEC of 22 March 1988 and the European Parliament and the Council Directive 94/10/EC of 23 March 1994.

Acceptance of this mandate by CEN/CENELEC can take place only after the work programme has been endorsed by the Commission services.

CEN/CENELEC will develop the draft harmonised European standards and of the relevant supporting standards on the basis of the work programme and will inform the Commission in good time that the draft is being circulated for public comment.

CEN/CENELEC will present the final drafts of the harmonised European standards and of the relevant supporting standards to the Commission services for confirmation of compliance with this mandate at the latest in accordance with the timetable agreed between CEN/CENELEC and the Commission and referred to in point II.2.d).

CEN/CENELEC members will publish the standards transposing the harmonised European standards at the latest 6 months after a positive vote in CEN/CENELEC. National standards covering the same scope will continue to be applicable until the date agreed between CEN/CENELEC and the Commission in accordance with point II.2.d)

---

## CHAPTER III

[Top](#)

## HARMONISED STANDARDS

1. Harmonised standards shall be prepared to allow those products listed in [Annexes 1](#) and [2](#) to be able to demonstrate the satisfaction of the essential requirements. One of the purposes of the Directive being to remove barriers to trade, the standards deriving from it will therefore be expressed, as far as practicable in product performance terms (art. 7.2 of the Directive), having regard to the Interpretative Documents.

2. The harmonised standard will contain :

A detailed scope and field of application

A detailed description of the product or family of products covered and the relevant intended uses of the different products;

The definition of the characteristics of the products listed in [Annex 2](#) of the mandate (expressed in performance terms, as far as practicable) that are relevant to the satisfaction of the essential requirements;

The methods (calculation, test methods or others) or a reference to a standard containing the methods for the determination of such characteristics;

Guidance on the characteristics that have to be stated within the labelling that will accompany the CE marking (depending on the intended use of the product) and on the way of expressing the determined values of these characteristics;

The classification system and the levels for the above values of characteristics, if required by the mandate;

The system for attestation of conformity as required in [annex 3](#) of the mandate and the corresponding specific provisions for the evaluation of conformity.

3. A minimum or a maximum level of a given characteristic that has to be met by the family of products or a product may be identified by the harmonised standard only if required by agreement of Member States expressed by positive vote under the procedure of article 20.

4. As far as possible, each standard will make reference to performances common to other standards developed under mandate and which constitutes a cohesive and compatible group of harmonised European standards developed in parallel. CEN/CENELEC shall ensure consistency within the whole package.

5. A producer not wishing to meet a non-mandated European standard will be able to use the CE marking on his product by referring only to the relevant harmonised standard. On the other hand, if a non-mandated standard includes the entire content of the harmonised standard, compliance with the former standard will also give a presumption of conformity to the harmonised standard and will enable the bearing of the CE marking.

In the latter case, an appropriate system should be established in the European standard in order to clearly distinguish the CPD-related content from the remaining part of the standard.

6. Harmonised standards must permit construction products, which allow works to meet the essential requirements, and which are produced and used lawfully in accordance with technical traditions warranted by local climatological and other conditions to continue to be placed on the market.

7. The essential requirements being expressed in terms of performance of the works, the characteristics of the products should be also expressed in terms of performance so that, in referring to the harmonised European standards, the regulations may "approximate" evolving in terms of "performance requirements". As far as practicable and depending on the intended use mentioned in the annexes of this mandate, the standard shall include a definition of the durability in term of performance of the declared values of the product characteristics as well as suitable methods for its evaluation against the actions listed in Annex 2. If the durability is expressed in terms of classes of periods, articles 3.2

and 6.3 of the CPD will not apply.

8. The relevant systems for attestation of conformity, according to Article 13.3 and Annex III of the Directive, are listed in annex 3. For the establishment of the corresponding specific provisions of evaluations of conformity, the harmonised standard will take into account :

the different intended uses of the product mentioned in the annexes of this mandate and, if any, the different levels or classes of performance;

cases of individual (non series) production according to Article 13.5 of the Directive;

the recommendations of paragraph 3 of Annex 3

9. The label accompanying the CE marking will list all the characteristics to be declared according to the declared intended uses mentioned in the annexes of this mandate. In order to take into account existing regulations on products where performance for one or more characteristics may not be required, the label should allow the manufacturer the application of the "No performance determined" case for that or those characteristics.

# ANNEX 1

## FIELD OF APPLICATION

## SPACE HEATING APPLIANCES

[Top](#)

TO BE USED IN :

**16/33 Waterheaters**

**19/33 Supply of hot and cold water**

**23/33 Space heating, cooling and air-conditioning**

FORM	MATERIALS	PRODUCTS FOR CONSIDERATION
Components	Metals (e.g. steel, aluminium, copper cast-iron), plastics	<b>Space heating appliances without internal energy source</b>  (e.g. radiators, convectors, fan convectors including fan coil units, skirting heaters, ceiling mounted panels and other static heat emitters, wall and floor heating kits)
Components	E.g. metals, glass, natural stones, ceramics, thermal insulation, mortar, bricks, vermiculite, refractories, (plastics and wood* )	<b>Space heating appliances burning solid and liquid fuels</b> (e.g. flued oil stoves, residential cookers, roomheaters, fireplace stoves, heating inserts, sauna stoves)

# ANNEX 2

## TECHNICAL TERMS OF REFERENCE

[Top](#)

***Note:** not all of the characteristics shown in the following tables will be relevant for every product in a particular family or sub-family. CEN/CENELEC should select the subset of characteristics applicable to a particular product from the full set provided.*

## SPACE HEATING APPLIANCES

TO BE USED IN :

16/33 Waterheaters

19/33 Supply of hot and cold water

23/33 Space heating, cooling and air-conditioning

Family and subfamilies
<b>SPACE HEATING APPLIANCES</b>  With or without internal energy source. The aim of this mandate is to cover heating appliances used for space heating in the premises in which they are installed, but not to cover boilers (sources) or hot water storage tanks used in heating systems. However, the source and the heat emitter are sometimes combined as one product. If the burning fuels used in these combined products are solid or liquid fuels, they are covered by this mandate. Heating appliances burning gaseous fuels or electrically operated are covered by other directives and not dealt with here.

### Subfamily

<b>1) SPACE HEATING APPLIANCES WITHOUT INTERNAL ENERGY SOURCE</b>  Radiators, convectors, fan convectors including fan coil units, skirting heaters, ceiling mounted panels and other static heat emitters, wall and floor heating kits.
--

Characteristics to be covered by the harmonised standard will be :

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTICS	DURABILITY
1		
2	Reaction to fire	
3	Release of dangerous substances*	<b>Y</b>
4	Pressure tightness  Surface temperature  Electrical safety**  Resistance to pressure	(Against, ... , as relevant)
5	Sound level	
6	Rated thermal output  Thermal output in different operating conditions ( <i>characteristic curve</i> )	

\* In particular, those dangerous substances defined in Council Directive 76/769/EEC, as amended.

\*\* Covered by Low Voltage Directive (73/23/EEC)

### Subfamily

#### 2) SPACE HEATING APPLIANCES BURNING SOLID AND LIQUID FUELS

Flued oil stoves, residential cookers, roomheaters, fireplace stoves, heating inserts, sauna stoves, ...

These heating appliances are mainly designed to heat the premises in which they are installed and, as a subsidiary function, they sometimes supply hot water for central heating and sanitary hot water or hot air.

Characteristics to be covered by the harmonised standard will be :

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTICS	DURABILITY
1		
2	Fire safety ( <i>e.g. initiation, reaction to fire, risk to adjacent elements, ..., as relevant</i> )	
3	Emission of combustion products Release of dangerous substances*	<b>Y</b>
4	Surface temperature ( <i>except surfaces or parts which are associated with the transmission of heat</i> )  Electrical safety**  Cleanability  Maximum operating pressure ( <i>for appliances fitted with a boiler</i> )  Flue gas temperature  Mechanical resistance ( <i>to carry a chimney/flue</i> )	(Against, ... , as relevant)
5	Sound level	
6	Thermal output  Energy efficiency***  Thermal storage capacity ( <i>thermal inertia</i> )	

\* In particular, those dangerous substances defined in Council Directive 76/769/EEC, as amended.

\*\* Covered by Low Voltage Directive (73/23/EEC)

\*\*\* Only when this is not already covered by directive 92/42/EEC

## ANNEX 3

### ATTESTATION OF CONFORMITY

[Top](#)

**Note :** for products having more than one of the intended uses specified in the following families, the tasks for the approved body, derived from the relevant systems of attestation of conformity, are cumulative.

## SPACE HEATING APPLIANCES (1/2)

### 1. Levels and classes for product performances

1.1 According to article 3.2 of the CPD and Clause 1.2.1 of the IDs, a classification of product performance has been identified as the means of expressing the range of requirement levels of the works in respect of **reaction to fire**.

Regarding reaction to fire, CEN/CENELEC are requested to follow the Commission Decision 94/611/EC [O.J. L 241 of September 1994] and make reference to the standard(s) to be prepared under Commission mandate to CEN/CENELEC "Horizontal complement to the mandates in respect of reaction to fire" in dealing with reaction to fire in the specific harmonised product standards to be developed under this mandate.

1.2 Reaction to fire is a risk for which the need for a classification system has been identified for the time being.

Further needs may be identified on the basis of differences specified in Article 3 (2) of the CPD, which are justified in conformity with Community law (IDs Clause 1.2.1).

Where for such needs it is recognised that a classification of product performance is the means of expressing the range of requirement levels of the works, the Commission will give the appropriate guidance or will request CEN/CENELEC to make the appropriate proposal through a modification to this mandate.

### 2. Systems of attestation of conformity

2.1 For the product(s) and intended use(s) listed below, CEN/CENELEC are requested to specify the following system(s) of attestation of conformity in the relevant harmonised standard(s):

Product	Intended use(s)	Level(s) or class(es)	Attestation of conformity system(s)
Space heating appliances without internal energy source	in buildings	-	3
Space heating appliances burning solid and liquid fuels			
System 3: See CPD Annex III.2.(ii), Second possibility			

### 3. Conditions to be applied by CEN/CENELEC on the specifications of the attestation of conformity system

3.1 The specification for the system should be such that it can be implemented even where performance does not need to be determined for a certain characteristic, because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic [see the "no performance determined" case, clause 1.2.3



*of the Interpretative Documents*]. In those cases the verification of such a characteristic must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare the performance of the product in that respect.

3.2 Regarding products falling under system 3 for the initial type testing of the product [see Annex III.1.a) of the CPD] the task for the approved body will be limited to the following characteristics, where relevant :

***Space heating appliances without internal energy source***

Release of dangerous substances

Pressure tightness

Resistance to pressure

Surface temperature

Rated thermal output

Thermal output in different operating conditions

***Space heating appliances burning solid and liquid fuels***

Fire safety

Emission of combustion products

Release of dangerous substances

Surface temperature

Thermal output

Energy efficiency

---

## **SPACE HEATING APPLIANCES (2/2)**

### **1. Levels and classes for product performances**

1.1 [text as for family (1/2)]

1.2 [text as for family (1/2)]

### **2. Systems of attestation of conformity**

For the product(s) and intended use(s) listed below, CEN/CENELEC are requested to specify the following system(s) of attestation of conformity in the relevant harmonised standard(s):

Product	Intended use(s)	Level(s) or class(es) <i>(reaction to fire)</i>	Attestation of conformity system(s)
Space heating appliances without internal energy source	for uses subject to reaction to fire regulations	A <sup>*</sup> , B <sup>*</sup> , C <sup>*</sup>	1
Space heating appliances burning solid and liquid fuels		-----	-----
		A <sup>**</sup> , B <sup>**</sup> , C <sup>**</sup>	3
		-----	-----
		A <sup>***</sup> , D, E, F	4
System 1: See CPD Annex III.2.(i), without audit-testing of samples			
System 3: See CPD Annex III.2.(ii), Second possibility			
System 4: See CPD Annex III.2.(ii), Third possibility			

\* Materials for which the reaction to fire performance is susceptible to change during production (In general, those subject to chemical modification, e.g. fire retardants, or where changes of composition may lead to changes in reaction to fire performance)

\*\* Materials for which the reaction to fire performance is not susceptible to change during the production process

\*\*\* Materials of class A that according to the Decision 96/603 does not require to be tested for reaction to fire.

### 3. Conditions to be applied by CEN/CENELEC on the specifications of the attestation of conformity system

3.1 The specification for the system should be such that it can be implemented even where performance does not need to be determined for a certain characteristic, because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic [see the "no performance determined" case, clause 1.2.3 of the Interpretative Documents]. In those cases the verification of such a characteristic must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare the performance of the product in that respect.

3.2 Regarding products fitting under system 1 for the initial type testing of the product [see Annex III.1.a) of the CPD] the task for the approved body will be limited to the following characteristics :

**Euroclasses characteristics for reaction to fire** (as indicated in Commission Decision 94/611/EC)

3.3 For products under systems 1, regarding the continuous surveillance, assessment and approval of the factory production control [see Annex III.1.g) of the CPD], and for the initial inspection of the factory and of the factory production control [see Annex III.1.f) of the CPD], parameters related to the following characteristics shall be of the interest of the approved body:

**Euroclasses characteristics for reaction to fire** (as indicated in Commission Decision 94/611/EC)

3.4 Regarding products falling under system 3 for the initial type testing of the product [see Annex III.1.a) of the CPD] the task for the approved body will be limited to the following characteristics :

**Euroclasses characteristics for reaction to fire** as indicated in Commission Decision 94/611/EC

---

## ANNEX 4

### DANGEROUS SUBSTANCES

[Top](#)

European Technical Specifications must be adopted taking into account the necessary legislation on substances classified as dangerous.

This results from the Interpretative Documents, where it is noted in the introduction note to all six Interpretative Documents, that :

*"Concerning dangerous substances which are in construction products, classes and/or levels of performance to which technical specifications will refer, shall allow the levels of protection needed by the works to be guaranteed, taking into account the purpose of the works."*

In addition, outside the scope of the Directive, writers of technical specifications must take into account legislation which affects material to be used for construction products, and which are regulated for reasons not related to the incorporation into the works of the construction products.

In order to permit technical specification writers to take into account the necessary legislation, a working document was elaborated by the Commission services (doc. CONSTRUCT 95/148 Rev.1 of January 4, 1996). Specification writers should use this document as a guide but must also take account of any other relevant legislation or dangerous substances, which the working document does not yet include.

---